

SUR LES ORIGINES DE L'INSURRECTION DU SUD-EST DE MADAGASCAR (novembre - décembre 1904)

par

G. JACOB

En 1902, la conquête du sud-est de Madagascar, menée par Lyautey, placé par Gallieni depuis 1900 à la tête d'un commandement supérieur du Sud, s'achève avec la soumission des derniers groupes qui résistaient dans l'Ikongo et sur le gradin de Midongy. Or, en novembre 1904, éclate dans le district de Vangaindrano un soulèvement qui gagne rapidement la majeure partie des provinces de Farafangana et de Fort-Dauphin. Malgré l'envoi de renforts (en mai 1905, 16 compagnies sont engagées) le mouvement ne peut être totalement circonscrit et s'étend à d'autres régions (nord-est de la province de Farafangana, ouest de la province de Tuléar). La résistance se prolonge jusqu'en août 1905. Le bilan est lourd dans le camp français : 36 morts, plus de 80 blessés. Infiniment plus lourd chez les insurgés ou les victimes de la répression, pour qui aucune estimation n'a été faite : aux tués dans les combats, aux prisonniers exécutés, viennent s'ajouter les suspects abattus et les fuyards — femmes et enfants inclus — morts de privations dans les zones quasi-désertiques où ils avaient cherché refuge.

De cette insurrection, dont l'importance et les répercussions doivent être soulignées, je ne présenterai que la phase initiale (novembre-décembre 1904) qui fut d'ailleurs la plus importante. Car mon étude ne porte que sur les origines du mouvement. Propos qui serait déjà bien ambitieux, si j'avais la prétention d'arriver à des certitudes. En effet, une telle recherche se heurte à un obstacle majeur. Les sources connues ne donnent guère que le point de vue

de l'occupant. Elles permettent de faire une description précise, fouillée même du soulèvement. Mais à partir d'un regard étranger. Si au-delà de cette description, les explications proposées ne manquent pas, elles sont souvent partiales, polémiques, voire contradictoires. Que faut-il retenir du plaidoyer *pro domo* de Gallieni et de ses subordonnés ? Augagneur, s'il instruit minutieusement le procès de l'administration de son prédécesseur, reste bien simpliste quand il prétend expliquer le comportement des Malgaches. Nombre de rapports ouvrent des pistes, aucun n'apporte de réponse vraiment convaincante. Faut-il s'en étonner ? Ici, comme pour bien d'autres problèmes, l'historien se trouve face à une limitante difficulté : comment écrire l'histoire de ceux qui, selon toute vraisemblance, n'ont pas laissé de témoignage écrit et dont la parole semble s'être perdue ?

Tâche apparemment impossible et pour le moins longue, délicate, nécessairement collective. Aussi mon propos final, à partir d'une présentation des sources consultées et d'une analyse critique des thèses jusqu'ici développées, n'est autre que de suggérer de nouvelles approches, de poser des questions qui aideront, je l'espère, à mieux cerner la signification profonde de l'insurrection, à susciter, je le souhaite, de nouvelles recherches.

1 RICHESSE ET INSUFFISANCE DES SOURCES.

Deux fonds d'Archives fournissent une copieuse documentation. D'abord celui de l'Etat-Major de l'armée de Terre, à Vincennes. Sont conservés, pour 1904-1905, les rapports et les journaux de marche concernant toutes les opérations militaires ainsi que les rapports militaires trimestriels. La plupart de ces documents sont accompagnés de cartes et de croquis souvent extrêmement précis (1). D'autre part celui des Archives nationales, section de la France d'Outre-Mer. Pour l'essentiel un très important carton groupant trois dossiers non numérotés : événements du Sud (1904-1905) avec la mention « dossier à emporter en France », troubles de Farafangana (décembre 1904), et rapport Augagneur (31 juillet 1906) (2). Sont à consulter accessoirement les dossiers d'internement des chefs rebelles (3) et de curieuses « Notes sur l'ethnographie des tribus du sous-district de Iakora » par le lieutenant Dumont (4)

Ces documents ne sont pas totalement inédits. Ils ont été utilisés dans les ouvrages présentés ci-dessous, mais de manière fragmentaire ou superficielle.

(1) EMAT, série Madagascar, anciens fonds 70 et nouveaux fonds 23 et 24.

(2) FOM, Madagascar, 379 (1031)

(3) FOM, -id- 372 (1009)

(4) FOM, -id- 372 (1012)

Leur consultation systématique s'avère donc indispensable (5). Trois ouvrages imprimés traitent du sujet. Ils sont d'un inégal intérêt.

Condamy (6), publié en 1914, n'a pas participé à la campagne de 1904-1905 mais à celle du Menabe à laquelle il avait consacré un premier ouvrage, *La conquête du Menabe 1897-1900*, édité en 1904. Dans un but didactique, il s'intéresse surtout à la conduite des opérations militaires. Il exprime l'intention, louable, de faire oeuvre d'historien avant que ne soient dispersées les archives qu'il avait consultées. Heureusement ces archives – dont on peut faire meilleur usage – ont été conservées, à l'exception d'archives de poste dont il donne quelques extraits.

Augagneur (7), après celui d'un militaire fort traditionnel (Condamy est aussi terme que Lyautey était original et dangereusement séduisant) apporte le point de vue d'un civil non conformiste. Augagneur reprend ici, mais pas *in extenso*, son rapport de 1906.

Enfin H. Deschamps (8), alors administrateur des colonies, consacre quelques pages de sa thèse au soulèvement en pays antaisaka. Il a lui aussi consulté des archives de poste et recueilli des traditions locales dont il donne une rapide interprétation. Ces sources se situent à deux niveaux. Des rapports de synthèse, où l'interprétation l'emporte sur la description, surtout révélateurs des différentes options politiques adoptées. Des rapports détaillés (opérations menées par des « colonnes volantes », journaux de marche, fragments de journaux de poste), qui, au ras des événements, peuvent apporter des éclairages, même involontaires, sur la signification profonde du mouvement. Mais il faut d'abord partir d'une description générale, extérieure, aussi objective que possible.

2. L'INSURRECTION : SA DESCRIPTION

Un choc imprévisible

Tous les témoignages concordent sur un point : l'effet de surprise fut total. La pacification de Madagascar était terminée. Gallieni l'affirme : « *Il n'est pas aujourd'hui un seul point de Madagascar où nous n'avons imposé notre autorité ...* »

(5) Cette liste n'est nullement exhaustive. Des recherches complémentaires devront être faites aux Archives nationales, Aix en Provence et dans les archives des missions religieuses. En ce qui concerne les sources catholiques, Mgr. Crouzet, *Dix ans d'apostolat dans le vicariat apostolique de Madagascar méridional, 1896-1905*, Desclée de Brower, 1912, 232 p., totalement favorable à l'administration coloniale, fournit une information indigente.

(6) Lieutenant-Colonel Condamy, *L'insurrection dans le Sud de Madagascar (1904-1905)*, Paris, Fournier, 1914, X, 392 p.

(7) Augagneur (Victor), *Erreurs et brutalités coloniales*, Paris, Montaigne, 1927, 216 p.

(8) Deschamps (Hubert), *Les Antaisaka*, thèse pour le doctorat ès lettres, Tananarive, 1936. Voir surtout les pp. 178-182.

Aujourd'hui, la conquête est achevée ... L'action militaire passe en second plan, l'action politique et l'action économique deviennent prépondérantes.

Le principal rôle des officiers ... n'est pas aujourd'hui de combattre, mais de préparer la mise en valeur du domaine qu'ils ont conquis» (9)

Son jugement est localement confirmé. Quelques exemples parmi bien d'autres. Dans le cercle de Fort-Dauphin «la pacification peut être considérée comme achevée» (10). «Les colons et les commerçants ne craignent pas de se déplacer, pour ainsi dire seuls, d'un poste à l'autre (11). Dans la province de Farafangana seul le district de Midongy inspirait encore quelque inquiétude. Mais en septembre 1904, la tranquillité semble telle que le chef du poste de Befotaka juge le moment venu de «sacrifier au bien-être toute question de défense» (12) Il agrandit le poste, démolit le réduit et remplace par une simple palissade la ceinture de raketa qui protégeait la garnison. Partout le désarmement et la collecte des impôts vont bon train, partout se construisent des routes. Les populations, éloge de poids de la part de l'administration coloniale, commencent à devenir laborieuses.

Ainsi, c'est sans trop d'inquiétude que le gouvernement général accepte d'alléger l'occupation militaire dans le sud-est de l'île, pour répondre aux exigences du Ministère qui demande des économies budgétaires et aux inquiétudes suscitées par la guerre russo-japonaise. Bien que «la seule présence de quelques Sénégalais «soit considérée comme «un puissant stimulant à la sagesse» (13) la majeure partie des tirailleurs sénégalais sont retirés du Sud pour être concentrés à Majunga, prêts à faire face à une éventuelle menace extérieure. Ils sont remplacés par des tirailleurs malgaches. En octobre 1904, le cercle de Fort-Dauphin n'est plus tenu que par 73 Européens, 700 «indigènes» (4 compagnies malgaches, 1 compagnie sénégalaise) et 50 partisans armés. Dans la province de Farafangana, partiellement sous administration civile, les effectifs sont beaucoup plus faibles encore.

L'explosion

Il est nécessaire, avant toute interprétation, de mettre en place les grandes étapes du mouvement. Et d'abord à partir d'une carte des postes attaqués ou évacués.

(9) Instruction No. 74 du Général Gallieni, 12 janvier 1904, citée par Condamy, *L'insurrection* ..., p. 6.

(10) EMAT, Mad NF 23, rapport militaire du Lt-Colonel Blondat, Commandant du cercle, 1er trimestre 1904.

(11) *Ibid*, rapport du chef de bataillon Leblanc, Commandant du cercle, 21 octobre 1904.

(12) Historique du poste de Befotaka, cité par Condamy, *L'insurrection*..., p. 37.

(13) EMAT, Mad NF 23, Commandant Cercle de Fort-Dauphin, 21 octobre 1904.

1. Province de Farafangana

Dans la nuit du 17 au 18 novembre 1904, le sergent Vinay, chef de poste est tué à Amparihy. Le 18 sont assassinés le colon Choppy à Manombo, puis l'instituteur Ratovo et son épouse à Nosi-Be de Masianaka.

Le 22 novembre, le lieutenant Baguet qui voulait reprendre Amparihy est tué, avec 3 de ses tirailleurs, par le caporal de milice Kotavy qui s'était joint aux rebelles.

Le 25 novembre, des insurgés conduits par Befanoha enlèvent le poste de Begogo (meurtre du sergent Alphonsi et de 7 tirailleurs). Le poste de Bamalaha est évacué.

2. Cercle de Fort-Dauphin

Dans un combat près de Manantenina, le 30 novembre, l'adjoint des affaires civiles Hartmann est tué. Le lieutenant Conchon est assassiné sur sa concession *L'Emeraude* le 2 décembre ; le même jour est évacué le poste de Ranomafana. Le 3 décembre le poste d'Esira est enlevé et le sergent Pietri tué. Le lendemain, les rebelles menacent Fort-Dauphin.

Puis toute une série de postes sont évacués : Tsimilahana et Ranomainty (6 décembre), Mahaly (7 décembre), Isoanala (8 décembre). Le 11 le poste de Manantenina est attaqué ; celui de Manambondro évacué et pillé.

Enfin, du 18 au 22 décembre, c'est la désertion des tirailleurs des postes de Tsvory, Iamanambo et Bekitro, la rébellion de ceux d'Antanimora.

Les cartes établies par les militaires montrent également les zones passées à l'insurrection. Dans la province de Farafangana à partir du sud du district de Vangaindrano, les pays antemanambondro, antemasianaka, antavaratra et la vallée de l'Ionaivo (districts de Midongy et de Vondrozo). Dans le Cercle de Fort-Dauphin, les trois districts de Ranomafana, Fort-Dauphin et Manambaro, puis le secteur de Behara, enfin celui de Tsvory avec, partiellement, celui d'Ambovombe.

5 SES CAUSES : « MENTALITE SPECIALE DES INDIGENES ? »

Comment expliquer un soulèvement aussi grave et aussi inattendu ? Pour le chef de la province de Farafangana, Bénévent, la « cause réelle » de l'insurrection est « du domaine de la psychologie ». Elle est à chercher dans « le tempérament et la mentalité de nos indigènes, la plupart soumis, mais non conquis ». La révolte, fomentée par les sorciers, a pour origine profonde « l'humeur belliqueuse et une conception séduisante du désordre et de la rapine » (14)

(14) FOM, Mad. 379 91031), rapport du 8 décembre 1904.

Bénévent avait un moment évoqué la perception de l'impôt de capitation qui venait d'être porté de 10 à 15 francs dans les districts côtiers de la province(15). C'était là traduire une opinion largement répandue parmi les administrateurs coloniaux, généralement opposés à toute augmentation d'un impôt qui déjà ne rentrait que «sous l'action d'une pression énergique»(16). Mais admettre une telle cause, c'était directement critiquer la politique imposée par le gouvernement général. Aussi Gallieni rétorquait-il immédiatement à Bénévent «Taux de l'impôt me paraît cause superficielle, pas suffisante pour motiver semblable mouvement. Inclinerai plutôt à penser que nous trop attendu pour appliquer à ces populations régime provinces voisines. Elles ont vu dans cette marque de bienveillance un signe de faiblesse»(17). Bénévent comprit l'avertissement : il referma immédiatement le dossier. Dans son rapport au Ministre, s'il reconnaît incidemment que la fiscalité est particulièrement lourde pour les populations du sud de la province (précisément celles qui se sont révoltées les premières), il déclare néanmoins que le poids de l'impôt n'était qu'un «prétexte» pour les insurgés. La preuve : se sont également soulevés les habitants du district de Midongy, où le montant de la capitation était resté inchangé.

Gallieni, dans son rapport au Ministre qui accompagne celui de Bénévent, renchérit sur ce qu'il appelle les «causes intrinsèques» du soulèvement. Elles «sont toutes dans la mentalité de ces tribus sauvages» ... qui «se sont toujours signalées par leur caractère indépendant et impulsif, leur naturel guerrier, leur esprit inculte et superstitieux, les habitudes du pillage et du brigandage»(18). Moins belliqueux, les habitants du cercle de Fort-Dauphin ont été entraînés «par la crainte de devenir les victimes des Antaisaka insurgés s'ils ne se joignaient à eux»(19).

Autre explication de la révolte, concernant le sud de la province de Farafangana, avancée par Gallieni : la propagation de bruits alarmants par l'intermédiaire d'Antesaka recrutés comme tirailleurs dans les régiments malgaches, engagés sur les chantiers aurifères ou travaillant dans les ports (Diégo-Suarez et Tamatave). Deux croiseurs anglais ont fait escale à Diégo-Suarez ; les Russes, alliés des Français, sont vaincus par les Japonais, alliés des Anglais. Court alors le bruit d'une menace britannique contre la présence française à Madagascar.

Après ces causes extrinsèques, Gallieni évoque des «causes intrinsèques», mais pour immédiatement les écarter. La pression fiscale ? Elle est modérée et son but est d'abord moral : «L'impôt a pour premier objet la transformation de

(15) *Ibid*, télégramme du 24 novembre 1904.

(16) Chef de poste de Midongy du Sud, cité par Condamy, *L'insurrection* ... p.36.

(17) FOM, Mad. 379 (1031), télégramme du 26 novembre 1904.

(18) F.O.M., Mad. 379 (1031), rapport du 8 décembre 1904.

(19) Sur ce point Gallieni reprend les explications du Commandant de Cercle de Fort-Dauphin. Pour plus de détails, cf. le rapport du Capitaine Gramont du 15 avril 1905 (E.M.A.T., Mad. N.F. 24).

populations pillardes et vagabondes en groupements stables et policés». Des abus de pouvoir qui auraient été commis par des fonctionnaires civils ou des officiers ? Il ne saurait en être question : Bénévent passe même pour «indigénophile» !

Bref la révolte était inévitable. Encore heureux, déclare Gallieni après Bénévent, qu'elle n'ait pas tardé davantage ! Elle aurait alors éclaté dans un climat de confiance plus grand et aurait été d'autant plus dangereuse.

Cependant, première note discordante : pour un journal de Tamatave, *La Dépêche de Madagascar*, Vinay et Choppy ont été assassinés par des Malgaches victimes de leurs brutalités et de leurs exactions⁽²⁰⁾. *La Dépêche de Madagascar* est dirigée par un Mauricien, Grimal, homme de couleur, «indigénophile», suspecté de francophobie par le gouvernement général. Néanmoins, Gallieni demande à Bénévent des renseignements sur Vinay et Choppy. La réponse de Bénévent leur est entièrement favorable. Gallieni conclut : *La Dépêche de Madagascar* «n'a pas hésité à salir la mémoire de nos deux compatriotes ... les premières victimes des Antaisaka»⁽²¹⁾ Imperturbable, il peut tirer la leçon, à ses yeux définitive, de l'événement :

«En résumé, la situation politique de l'île est bonne.

Il convient de considérer les incidents qui viennent de se produire comme inévitables dans toute colonie de pacification récente.

Ils montrent la nécessité de maintenir nos troupes à un effectif suffisant pour permettre, le cas échéant, de tenir en respect des populations de races très diverses, subissant en tous les points de l'île l'influence étrangère et s'accoutumant difficilement à un régime de paix et de travail»⁽²²⁾.

En 1914 encore, esprit de corps aidant, Condamy reprend la thèse soutenue par Gallieni⁽²³⁾. Cependant depuis longtemps le Ministère – mais non l'opinion publique – savait à quoi s'en tenir sur la véracité de cette thèse.

4. CES CAUSES : «ERREURS ET BRUTALITES COLONIALES ?»

En effet, dès le début de l'affaire, le Ministère des colonies ne semble guère avoir été convaincu par les explications fournies par Gallieni. Une note de mai 1905 rappelle, d'emblée, avec un humour qui ne semble pas involontaire, l'argument «psychologique» de Bénévent et Gallieni : «Il résulte des renseignements fournis par l'administration locale de Madagascar au Département que la cause des troubles ... doit être attribuée au tempérament et à la mentalité des indi-

(20) *La Dépêche de Madagascar*, 8 février 1905.

(21) F.O.M. Mad, 379 (1031), rapport au Ministre des colonies, 1er mars 1905

(22) *Ibid*, rapport au Ministre des colonies, 31 Mars 1905.

(23) Condamy, *L'insurrection*, particulièrement p. 321 et suiv.

gènes»⁽²⁴⁾ Et à partir d'une réponse aussi péremptoire, toutes les questions restent posées.

Le Ministre des colonies demanda, le 13 décembre 1905, au nouveau gouverneur général Augagneur, une enquête sur les causes de l'insurrection. Nous savons avec quelle vigueur elle allait être conduite. Mais la première initiative doit être attribuée au gouverneur général intérimaire Lepreux (Gallieni étant alors en congé en France) à l'issue d'une tournée dans les régions qui s'étaient insurgées. A partir des témoignages qu'il a lui-même recueillis, Lepreux apporte une première contradiction à la thèse officielle. «Aux causes intrinsèques de l'insurrection, tenant à la mentalité spéciale (sic) des indigènes» s'ajoutent «des motifs extrinsèques, accidentels, provenant d'actes répréhensibles, tout au moins, commis soit par nos représentants, soit par des colons»⁽²⁵⁾

Quels sont ces «motifs extrinsèques» ? La perception trop brutale de l'impôt de capitation (et non pas son taux que Lepreux, collaborateur de Gallieni, ne peut que juger raisonnable) ; l'application de corvées trop lourdes et surtout des comportements individuels intolérables à l'égard des populations. Sur ce dernier point Lepreux met directement en cause le sergent Vinay et le colon Choppy.

Le témoignage de Lepreux — dont Augagneur s'est efforcé de minimiser l'importance — constitue une étape décisive. Il revenait ensuite à Augagneur de constituer un dossier accablant. L'enquête qu'il va mener porte non seulement sur le district de Vangaindrano (Vinay et Choppy), mais également sur ceux de Midongy (Capitaine Quinque, Lieutenants Baguet et Janiaud, sergent Alphonsi) et de Vondrozo (Lieutenant Bourrès). Elle s'étend, dans le cercle de Fort-Dauphin, au district de Ranomafana (tenu par la légion étrangère) et la concession *L'Emeraude* de Conchon. Regroupons et résumons ses conclusions⁽²⁶⁾. L'insurrection aurait eu deux séries de cause :

1. Les pressions de l'administration coloniale, aggravées localement par le zèle des militaires et des fonctionnaires civils.

— L'impôt trop lourd et impitoyable perçu. Il est prétexte à une véritable chasse qui a vidé de leurs habitants des villages entiers. Sur l'initiative du capitaine Quinque, les villages abandonnés étaient même incendiés. Lorsqu'un contribuable ne pouvait être saisi, à sa place était arrêté un «otage» (chef du village ou parent), ensuite emprisonné pour de longs mois. Si la taxe a été acquittée dans une autre circonscription, elle est parfois exigée une deuxième fois. Un contribuable n'est-il pas solvable ? Il a la ressource de vendre ses boeufs à vil prix : le chef de poste ou un commerçant est tout disposé à lui rendre ce «service». A la perception de la capitation s'ajoute celle de la taxe sur les boeufs souvent sous la forme expéditive de la confiscation d'une partie du troupeau.

(24) FOM Mad 379 (1031), Note pour le Ministre des colonies, mai 1905.

(25) *Ibid.*, rapport du 18 octobre 1905

(26) Source : Augagneur, *Erreurs*, pp. 147-194 ; à partir essentiellement

— La multiplication des corvées. Les routes dites de *filanjana* doivent quadriller le pays. Ainsi dans la région de Befotaka, la population construit « sans se plaindre » 350 kilomètres de route (27) Chaque chef de poste mobilise une armée de corvéables : 280 réquisitionnés à la fois par Vinay à Manambondro, 250 sur les routes de Ranotsara en mai 1904. Les exigences initiales sont allègrement dépassées : pour construire la route Iakora-Soarano il est d'abord demandé 3200 journées de travail ; les hommes réquisitionnés en fournissent 21000 — et cela sans aucune indemnité.

— Le désarmement. Déjà très mal toléré, en particulier par les Bara, il est poussé jusqu'à l'absurde : il faut remplir les tableaux statistiques. Alors tout est récupéré : jusqu'aux vieux fusils à pierre déposés dans les tombeaux. Les partisans, récompensés par des boeufs confisqués aux détenteurs d'armes, sont incités à la délation. Et ceux qui n'ont pas d'arme à livrer jugent quelquefois prudent d'acheter (au prix de quelques boeufs) dans le sud non encore désarmé un fusil qui sera présenté à l'administration.

— L'interdiction des *tavy* et des feux de brousse, brutalement appliquée sans prévoir, pour des populations qui dans la brousse arbustive ne vivent que des cultures de *tavy*, l'aménagement d'autres ressources (28) Expéditif, lorsqu'éclate un incendie, Vinay fait tirer sur les villages voisins.

— L'application extensive du Code de l'indigénat. Amendes ou peines de prison infligés sont souvent bien supérieures à celles autorisées par le code. Et alors que seuls les chefs de province ou de district sont autorisés à punir, chaque responsable de poste (sous-officier, simple soldat même) inflige des amendes, frappe, emprisonne, enchaîne.

2. un pouvoir tyrannique exercé sans contrôle et qui se traduit par :

— des exactions. Spoliation de terres par les colons, vente forcée à des prix dérisoires de boeufs ou de la cire de cueillette (Cercle de Fort-Dauphin). Pour parfaire son système d'exploitation, Vinay avait même donné à une de ses épouses le monopole de la vente du sel à Amparihy.

— des brimades en cascade. Les miliciens, maltraités, à leur tour briment les populations en infligeant vexations et amendes aux villageois.

— des meurtres. Au poste de Vondrozo 25 prisonniers (chefs de village pris en otage pour retard dans le règlement des impôts et voleurs de boeufs) sont

des archives de postes et de la correspondance échangée entre les postes et les sous-districts ; sur certains points voir le rapport Augagneur du 31 juillet 1906 (F.O.M., Mad. 379 (1031), plus complet, Condamy, *L'insurrection* ., qui cite d'autres archives de postes et surtout le rapport du Commandant du Cercle de Fort-Dauphin, 21 avril 1905 (E.M.A.T, Mad. NF, 23).

(27) Historique du poste de Befotaka, cité par Condamy, *L'insurrection* p. 37.

(28) Deschamps (H.), *Les Antaisaka* ..., p. 179, qui insiste sur les famines que peut entraîner une telle mesure.

enfermés dans un silo hermétiquement clos. Vingt d'entre eux périrent par asphyxie. Le chef de poste fait arrêter un partisan qu'il juge responsable. Ce partisan est abattu lors d'une « tentative d'évasion ». Des exécutions ont lieu sans jugement, ni procès-verbal. C'est là la pratique de quelques soldats de la légion étrangère à Ranomafana. De même « on fusillait facilement dans le secteur commandé par le capitaine Quinque » (29) Ces exécutions sommaires sont parfois précédées de tortures ; des victimes sont décapitées par des partisans. Actes isolés, incontrôlés peut-être. En revanche fusiller pour « tentative d'évasion » semble bien avoir été d'une pratique courante.

L'enquête d'Augagneur, confirmée par le témoignage du Commandant du Cercle de Fort-Dauphin, éclaire dûment le fonctionnement de l'administration coloniale dans une région excentrique. Chaque chef de poste, chaque colon isolé (incurie ou complicité des chefs de district sinon du chef de province) a été livré à lui-même. Il avait la possibilité de devenir un tyran local, voire de déchaîner ses pires instincts. Disons que, souvent, il ne s'en est pas privé.

Mais à partir de là, peut-on suivre Augagneur qui ramène tout le mouvement à une explication unique ? « La révolte n'eut d'autre cause que les excès de l'administration » (30) Bien sûr, les Français menacés avaient-ils tous, par leurs exactions, attirés sur eux la haine, certes les meneurs furent d'abord des victimes (la soeur du caporal Kotavy fut enlevée par Vinay, le neveu de Befanotha fut abattu sans motif ...), enfin des tribus soulevées avaient souffert de spoliations (ainsi les Sahafera dont les boeufs avaient été confisqués en partie par Vinay ...). Cependant la thèse d'Augagneur non moins que celle de Gallieni est une explication réductrice. Pour Bénévent et Gallieni, l'explication par des causes psychologiques, tournait à la pétition de principe (les Malgaches du Sud-Est nous ont combattu à cause de leur humeur belliqueuse). Pour Augagneur, la rébellion ne fut qu'une vaste jacquerie, spontanée, totalement improvisée (31) N'y a-t-il pas là une double sous-estimation : sur les motifs de la lutte, lutte pour recouvrer la liberté et non seulement contre une exploitation intolérable, et sur la capacité d'organisation de cette lutte ?

5. RENDRE LA PAROLE AUX VAINCUS

Que la révolte ait été, pour les Français, imprévisible, ne prouve nullement qu'elle n'ait pas été préparée. Sinon comment expliquer la rapidité de sa progression ou encore l'alliance – surprenante au premier abord – de tribus réputées irréconciliables ?

(29) FOM, Mad. 379 91031), rapport Augagneur, 31 juillet 1906.

(30) *Erreurs...*, p. 190

(31) *Ibid*, pp. 130-131.

Une fois le soulèvement déclenché, Bénévent écrit : «Aujourd'hui, pour la première fois, on constate l'existence d'émissaires allant soulever les tribus des divers districts et les inciter à prendre part au soulèvement» (32) Il oublie qu'il était naguère plus perspicace, lui qui, dès mai 1904, dénonçait une tentative de conjuration, initiative de la reine de Soarano, Raoleza. Cette dernière avait convoqué toutes les tribus bara et antaisaka du territoire de Midongy (33) De fait, d'autres signes avant-coureur avaient été relevés, qui doivent tempérer l'optimisme général évoqué plus haut. Prenons quelques exemples. Dans le même district de Midongy, le capitaine Quinque avait relevé les «sourdes menées» des tribus Rabehava (34) Une attaque contre le poste de Ranotsara aurait été prévue pour le 14 juillet 1904 (35) Dans le district d'Ikongo, les Tanala Antemanambondro grondent et complotent sous l'insupportable autorité du sous-gouverneur Ramalana (36) En septembre 1904, bénéfice secondaire de la scolarisation, une autre conjuration est dénoncée par l'instituteur de l'école officielle de Sahalanony, lui-même prévenu par ses écoliers (37) De son côté, le chef de la province de Fort-Dauphin fera plus tard état de la présence d'émissaires de la région de Vangaindrano envoyés, en octobre 1904, «dans la région Tanosy et jusqu'aux postes de Fort-Dauphin pour y prêcher la révolte» (38)

Ainsi se laisse entrevoir tout un jeu de relations – à la fois à l'intérieur des tribus et intertribal – jeu traditionnel que l'occupation française est venu modifier. Deux directions peuvent être soulignées :

– la mobilisation sur les mêmes mots d'ordre des chefs qui veulent reconquérir une autorité ruinée et de la masse qui supporte plus péniblement le poids de la domination coloniale,

– la fin de clivages anciens qui avaient facilité la conquête : clivage entre les tribus «nobles» (Rabehava) et les tribus roturières (Zafimananga) depuis la «révolution» de 1895 (39) ou entre les Antaisaka, dont en 1901 encore Lyautey avait pu obtenir le concours militaire, et les Bara ou les Andrabe.

Mais ce jeu s'avère d'une extrême complexité. Une multitude de tribus sont concernées : Bénévent en dénombrait 130 pour la seule province de Fara-

(32) FOM., Mad. 379 (1031), rapport du 8 décembre 1904.

(33) *Ibid* rapport du 10 juillet 1904.

(34) EMAT, Mad. NF 23, commandant district de Midongy du Sud, rapport militaire pour le 2^e trimestre 1904.

(35) Historique du poste de Befotaka, septembre 1904, cité par Condamy *L'Insurrection ...* p. 37.

(36) F.OM Mad. 379 (1031), rapport de Bénévent, 31 août 1904.

(37) *Ibid*, rapport de l'inspecteur de l'Enseignement Lefebvre, 23 octobre 1904.

(38) EMAT, NF 23, rapport du 21 avril 1905.

(39) Cf. H. Deschamps, *Les Antaisaka ...*, p. 77.



fangana. Elles sont certes d'importance très variable, allant de quelques villages à des vastes regroupements régionaux dont il faudrait retracer les frontières (40) Dans les archives militaires les références à ces tribus sont nombreuses. Mais isolées, trop imprécises : vouloir en faire une utilisation globale risquerait de n'aboutir qu'à un catalogue sans grande signification.

Aussi me semble-t-il nécessaire de procéder à des études micro-régionales à partir de journaux de marche ou de rapports de détail dont j'ai déjà indiqué l'intérêt (41) Il faudrait exploiter, par exemple, le rapport du capitaine Gramont (42) qui commandait la colonne volante qui, partie de Fort-Dauphin, remonte la vallée de Manampanihy jusqu'à Manantenina (23 décembre 1904 - 1er avril 1905). Non seulement Gramont fournit des renseignements précis sur les groupes rebelles (avec cartes à l'appui) et souligne leur solidarité, mais il adopte une stratégie pleine d'intérêt pour l'historien. Il s'efforce de « remonter le courant insurrectionnel avec autant de rapidité qu'il en a mis à descendre et en employant des moyens et des motifs analogues aux siens ». A l'en croire se déroule alors à l'envers le film de l'insurrection. Certes, son témoignage, marqué d'autosatisfaction, doit être utilisé prudemment. Mais ne pourrait-il pas (ainsi que d'autres sources du même type) fournir les éléments d'une confrontation avec des traditions orales qu'il serait peut-être fructueux de collecter — après avoir ainsi constitué un cadre chronologique et événementiel précis ?

Ces enquêtes ne devraient pas avoir pour unique conclusion quelques monographies isolées. Le mouvement de 1904 doit être placé dans un cadre d'ensemble et dans une continuité historique. Avec ses limites : les solidarités, nouées face à un ennemi commun, sont restées régionales. Pour le rebelle du Sud, l'ennemi c'est aussi le fonctionnaire ou l'instituteur merina qu'on ne distingue pas de l'occupant français. Le comportement des soldats malgaches ne laisse planer aucun doute : les miliciens recrutés sur place, tous Antaisaka et Antanosy ont déserté, sinon retourné leurs armes contre les Français ; les compagnies de tirailleurs malgaches, formées de Merina et de Betsileo, ont une tenue satisfaisante aux yeux de l'Etat-Major (43) Avec aussi ses prolongements. « Ce fut la dernière grande insurrection » conclut H. Deschamps. Lorsque Gallieni quitta Madagascar, cette même année, l'unification de l'île était achevée et les peuples autrefois indépendants des Merina prenaient à leur tour l'habitude de l'administration et de la fin de leurs guerres locales » (44) De fait,

(40) *Ibid* p.77-80.

(41) Ces documents peuvent aussi apporter des éléments pour répondre à d'autres questions : sur les meneurs des mouvements (chefs traditionnels ou leaders improvisés ?), sur le rôle des *ombiasy*, sur les slogans mobilisateurs ou encore sur la stratégie employée (résistance dans des sites fortifiés, puis guerilla).

(42) EMAT, Mad. NF. 24.

(43) EMAT Mad. NF 23, rapport du lieutenant colonel Berdoulat, 15 octobre 1905.

(44) *Histoire de Madagascar*, 3ème édition, 1965, p. 245.

l'insurrection du Sud-Est est la dernière d'une série ponctuée essentiellement par le soulèvement du Sambirano (octobre-décembre 1898), la résistance du Menabe (1898-1900) et la première pacification du Sud par Lyautey (1900-1902). Mais son échec ne signifie nullement la fin de toute résistance. Si les populations malgaches n'eurent plus par la suite la possibilité de mener des actions de quelque envergure, la lutte ne continua pas moins, à une échelle réduite. En témoigne la révolte dite des Sadiavahe, tirée de l'oubli par une étude récente (45)

Le soulèvement de 1904 reste certes encore superficiellement expliqué. Cependant il a, incontestablement, une double signification : combat pour l'indépendance et lutte contre l'exploitation coloniale. Terme d'une période de l'histoire de Madagascar sans doute, il est aussi une ouverture sur les luttes à venir.

(45) Esoavelomandroso (F.), Les Sadiavahe : essai d'interprétation d'une révolte dans le Sud de Madagascar (1915-1917), *Omalysy Anio* N° 1-2, 1975, pp. 139-169.